

L'Azerbaïdjan d'Aliiev est expulsée de l'Assemblée Parlementaire du Conseil d'Europe (APCE)

La délégation de Azerbaïdjan vient être expulsée de Assemblée Parlementaire du Conseil d'Europe

(APCE). Pendant un an, la délégation ne peut revenir que si elle remplit ses obligations règlementaires.

Au sujet de l'expulsion, l'APCE a fait référence au corridor de Latchine dont accès était bloqué par Bakou

pendant plusieurs mois causant de graves conséquences humanitaires.

Comme à l'habitude , la presse azérbaidjanaise défigure les faits et présente le pays comme victime

d'une injustice.

Le journal azeri Ayna dans son édition du 24 janvier écrit ;

"Jamais l'APCE ne s'était comportée d'une manière aussi honteuse. La république d'Azerbaïdjan est un Etat

fier, indépendant, souverain ,démocratique et multiculturel. Depuis 1991, la démocratie est notre choix

qui nous a permis de faire de grands progrès quant à la protection des droits de l'homme et de

garantir un Etat de droit.

En 2001, l'Azerbaïdjan est devenu membre du Conseil d'Europe et entre cette date et 2020 l'organisme n'a jamais condamné l'Etat occupant d'Arménie dont les actions allaient à l'encontre des

principes des droits humains et des personnes déplacées soumises au nettoyage ethnique.

Dans le contexte du racisme intolérable d'azérophobie et d'islamophobie au sein de l'APCE , la

délegation azerbaïdjanaise a décidé de suspendre sa participation à l'organisation."

Aussi le quotidien Hurriyet (Liberté) d'Istanbul mainpule la nouvelle et écrit;

"La délégation azerie a quitté l'APCE afin de protester contre deux poids deux mesures qui avaient été

appliqués à l'encontre de la république Azerbaïdjan."

Zaven Gudsuz zaven471@hotmail.com (ancien élève des collèges mekhitaristes d'Istanbul & de Sèvres)

diplômé d'économie de l'Université de Nantes en France

photo : D.R.